

Compte rendu du 1^{er} Conseil National de l'UDI

Samedi 15 juin, s'est tenu le premier Conseil National de l'UDI. Une délégation importante d'Aulnésiens « fraîchement » élus au Conseil National dont Daniel JACOB, Andrée DIOT, Karim Bellili, Amélie Pinheiro, Olivier BRUSSON... était présente autour de **Jacques CHAUSSAT** pour assister à ce Conseil. Au total, c'est près de 1600 délégués du parti centriste qui étaient réunis au CNIT de la Défense.

Près de 9 mois après son lancement, l'UDI comptabilise environ 50 000 adhérents avec une représentativité politique conséquente d'une trentaine de députés et autant de sénateurs. Jean-Louis BORLOO peut être fier de ce rassemblement qui s'impose désormais dans le paysage politique en devenant le troisième parti de France. Dans la continuité du Discours de Jean-Christophe LAGARDE à Drancy lors des élections départementales, l'UDI est maintenant en ordre de marche en vue des élections municipales et européennes de 2014 et cela avec une volonté de se démarquer. Nous ne sommes plus « la décoration de l'UMP », notre parti doit être une alternative au PS et à l'UMP.

Hervé MORIN a clairement analysé la situation de la France. Notre pays affronte un monde qui change. Ce « Nouveau Monde » auquel **Jacques CHAUSSAT** avait fait allusion lors de son discours à la Convention départementale à DRANCY le 30 mai, est un monde « fait pour nous ». Cette révolution nécessite de prendre de vraies mesures, parfois fortes mais nécessaires au risque de voir « la maison France brûler ».

Fort de ce constat, Hervé MORIN a présenté une liste de 10 décisions d'urgence pour combattre la crise dont un retour aux 39 heures payées 35, un régime de retraite universel, une réduction des dépenses publiques, relancer les éco-prêts à taux zéro et diversifier les sources d'énergie en France, combattre la précarité, plafonner les prélèvements obligatoires fixés à 60% des revenus... Toutes ces décisions ayant un seul objectif : une unité républicaine pour le redressement national, adopté par toutes les forces parlementaires.